



## **Commission des Finances et du Budget**

### **Procès-verbal de la réunion du 7 mars 2019**

#### Ordre du jour :

1. 7450 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2019  
- Rapporteur : Monsieur André Bauler

7451 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022

#### **Echange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines**

2. 7451 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022  
- Désignation d'un rapporteur

\*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Eugène Berger remplaçant Mme Joëlle Elvinger, M. Alex Bodry, M. Sven Clement, M. Gast Gibéryen, Mme Martine Hansen, M. Henri Kox, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)

M. Mathis Mellina, M. Roland Richardy, de l'AED

M. Raymond Bausch, Inspection générale des Finances (IGF)

M. Maurice Decker, du ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Joëlle Elvinger, M. Roy Reding, M. Michel Wolter

\*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

\*

1. **7450 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2019**

**7451 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022**

**- Rapporteur : Monsieur André Bauler**

## **Echange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA**

Le Directeur présente les chiffres de l'AED annexés au présent procès-verbal. Il apporte les commentaires supplémentaires suivants :

Page 1 : Le niveau des recettes de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a stagné autour des 3,4 milliards d'euros pendant les années 2015 à 2017 en relation avec la perte des recettes issues du secteur du commerce électronique. L'exercice 2018 est le premier à afficher de nouveau une augmentation des recettes TVA (3,7 milliards d'euros).

Les recettes de l'exercice 2018 issues de la taxe d'abonnement dépassent pour la première fois le milliard d'euros. Les prévisions pour l'exercice 2019 prévoient un niveau de recettes similaire à celui de l'exercice 2018. L'attention est attirée sur le fait qu'au 31 décembre 2018 la valeur nette d'inventaire (VNI) des fonds d'investissement a reculé pour passer à 4.064 milliards d'euros. Sachant que le premier trimestre de l'exercice 2019 est calculé sur base de la VNI du 31 décembre 2018, il peut être estimé que les recettes de la taxe d'abonnement de ce trimestre seront basses. La dernière publication de la CSSF montre cependant que la VNI a de nouveau fortement progressé pour atteindre 4.200 milliards d'euros au 31 janvier 2019.

Les recettes de l'exercice 2018 provenant de la taxe d'enregistrement ont dépassé de 21,7% les estimations inscrites dans le budget voté 2018. Cette hausse significative est surtout liée à la suppression de l'imposition au quart du taux global (qui avait remplacé le demi-taux global pour encourager les ventes immobilières) au 31 décembre 2018, à la survenue d'actes de sociétés exceptionnels et à la hausse des prix immobiliers. En raison de la suppression de l'imposition au quart du taux global, les prévisions des recettes de la taxe d'enregistrement ont été légèrement revues à la baisse pour 2019 (par rapport aux recettes de 2018). Pour le mois de janvier 2019, les recettes restent élevées vu qu'une partie des actes réalisés en décembre 2018 n'a pu qu'être enregistrée en janvier 2019.

Le tableau détaillé concernant la TVA comporte une nouvelle ligne consacrée aux remboursements liés aux groupes TVA (suite à l'introduction du groupe TVA dans la loi TVA en juillet 2018). Ces remboursements ont été estimés à 40 millions d'euros par an.

Page 4 : Le tableau de la page 4 reprend les recettes TVA par secteur d'activité. Le secteur des activités financières et d'assurance fournit des recettes conséquentes en matière de consommation intermédiaire vu qu'il n'a pas accès au droit à déduction dont disposent les autres secteurs.

Un tiers de la croissance des recettes TVA de 2018 provient du secteur bancaire et des assurances. Le secteur du commerce, plus grand contributeur en matière de TVA, est concurrencé par le commerce sur internet. Il devient indispensable de trouver de nouvelles solutions concernant l'imposition de ces activités sur internet, aussi bien dans l'UE, que dans les relations avec les pays tiers. Des directives européennes portant sur ce sujet entreront en vigueur en 2021.

Page 5 : Les remboursements de TVA réalisés en 2018 atteignent un montant très élevé de 1,6 milliard d'euros. Ces dernières années, les remboursements ont crû à un rythme d'environ 16% par an. En 2018, cette croissance s'est limitée à 2% (ce qui explique que les recettes TVA de 2018 sont légèrement supérieures à celles du budget voté). Il est précisé que ces remboursements représentent un travail de contrôle important pour l'AED.

Page 6 : Le tableau reprenant les montants de TVA à recouvrer fait état d'un montant d'environ 372 millions d'euros à recouvrer auprès d'entreprises en activité au 4 février 2019. Ce montant correspond à celui à recouvrer en 2014. Cette comparaison entre les années 2014 et 2018 montre que l'AED est bien avancée dans ses activités de recouvrement, puisque ce chiffre tient compte de l'augmentation du taux de TVA intervenu ces dernières années, ainsi que de l'augmentation du nombre d'assujettis de l'ordre de 18%.

Le montant à recouvrer auprès de sociétés « en faillite » a diminué à partir de l'année 2015 ; cette baisse est surtout due à une accélération du traitement des dossiers au niveau des tribunaux. La plupart des montants à recouvrer dans le cadre de faillites sont perdus et radiés des listes par le biais de décharges signées par le ministre des Finances. En 2018, ces décharges ont porté sur un montant de 133 millions d'euros.

Page 7 : Le tableau reprenant la structure des montants de TVA à rembourser montre une augmentation des montants à rembourser entre 2014 et 2018. Cette hausse est en partie expliquée par la hausse de la TVA et du nombre d'assujettis.

L'AEDT observe que ces dernières années, davantage de remboursements sont demandés sans qu'une justification ne soit fournie. Dans le cadre de la dernière réforme fiscale, l'AED a été munie de nouveaux instruments de sanction (notamment en matière de fraude simple) dont elle est bien décidée de se servir à l'égard de demandeurs de remboursements injustifiés.

Il est rappelé que, selon la loi TVA, l'administration est redevable à l'assujetti d'intérêts calculés sur le solde à restituer à l'assujetti, si la restitution est effectuée après l'expiration du délai de restitution (4 mois). Un tel paiement n'a pas encore eu lieu.

Page 10 : La hausse significative des droits d'enregistrement entre 2014 et 2018 est surtout liée à la suppression de l'imposition au quart du taux global au 31 décembre 2018, à la survenue d'actes de sociétés exceptionnels et à la hausse des prix immobiliers. Il apparaît encore que, de plus en plus souvent, des acquisitions de maisons individuelles ont lieu pour être suivies ensuite par la démolition des maisons existantes et leur remplacement par des immeubles d'habitation. Ces actions entraînent une majoration de la base du droit d'enregistrement.

Page 12 : Le calcul de la taxe d'abonnement est basé sur les valeurs nettes d'inventaire au dernier jour de chaque trimestre, donc 4 fois par an. Ce calendrier peut, selon les événements économiques et politiques du moment, avoir une incidence indirecte sur le niveau des recettes encaissées.

Page 13 : Le tableau renseigne sur l'évolution du montant d'actifs nets des OPC nécessaires pour générer une recette d'un euro de taxe d'abonnement. Il apparaît que ce montant augmente au fil des dernières années, notamment en raison de l'existence des régimes d'imposition au taux de 0,01% pour les fonds d'investissements spéciaux et les fonds d'investissement alternatifs.

Page 16 : Le projet de budget pluriannuel se base sur les projections du STATEC. La prévisibilité des recettes des impôts varie selon la nature de l'impôt et devient difficile pour d'autres tel que la taxe d'abonnement en raison de son lien direct avec l'évolution des indices boursiers.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- En réponse à une question du Président de la Commission sur les effets de l'application temporaire du quart du taux global, le Directeur de l'AED revient à une réponse donnée à

la question parlementaire n°115 selon laquelle « en ce qui concerne les impôts indirects, les statistiques sur le nombre des mutations immobilières transcrites aux trois bureaux des Hypothèques font état d'une augmentation considérable entre 2016 et 2018. L'augmentation du nombre des transcriptions a été de 11,5% pour la période de 2016 à 2017 et de 6,3% pour la période de 2017 à 2018. L'offre a donc augmenté de manière incontestable. ». Il apparaît que l'incertitude quant à la prolongation de la mesure du quart taux fin 2017 et 2018 a joué pleinement et favorisé l'augmentation de ventes en fin d'exercice.

- En réponse à une question du membre du groupe technique-Piraten, le Directeur de l'AED explique que, comme la plupart des prestations dans le secteur financier sont exonérées de TVA, les achats de tous types (prestations de services achetées à l'étranger incluses), effectués par ce secteur, sont grevés de TVA. Ce qui explique, entre autres, pourquoi les entreprises du secteur financier sont redevables de TVA. A rappeler, dans ce contexte, que le régime optionnel du groupe TVA a été introduit dans la législation luxembourgeoise en juillet 2018 dans l'objectif de détaxer les transactions intra-groupes entre maison-mère et filiales des assujettis ayant opté pour le régime.
- Les amendes pour non-dépôt ou pour paiement tardif sont générées automatiquement par voie informatique afin de pousser les assujettis à une meilleure discipline en matière de dépôt et de paiement. Les amendes pour fraude fiscale simple sont appliquées depuis peu, mais elles le seront davantage à l'avenir. Les montants y relatifs sont encore peu représentatifs à l'heure actuelle. Des critères objectifs, selon lesquels les montants des amendes peuvent varier, doivent encore faire leurs preuves dans l'application pratique.
- Suite à une intervention du membre du groupe technique-Piraten constatant que le montant à recouvrer au mois de février 2019 (voir page 6) se répartit sur un nombre plus restreint de crédateurs, le Directeur de l'AED signale que le recouvrement constitue toujours un exercice délicat. Il y va, d'une part, de l'intérêt financier de l'Etat, et, d'autre part, de la survie d'une entreprise. Il importe également de vérifier si le non-paiement de la TVA ne confère pas un avantage compétitif à une entreprise par rapport à une autre du même secteur (risque de distorsion de concurrence). Le secteur des sous-traitants actifs au sein du secteur de la construction présente le plus de problèmes de paiement de la TVA.
- En ce qui concerne l'augmentation des remboursements TVA (voir page 7), le Directeur de l'AED rappelle, en raison des sommes en jeu, l'importance du contrôle détaillé des demandes de remboursement à effectuer par les effectifs de l'AED. Il est un fait qu'avec un effectif renforcé ces contrôles pourraient avoir lieu plus rapidement. L'augmentation du montant à rembourser par l'AED est en partie liée à des demandes de remboursement injustifiées que l'AED s'apprête à sanctionner de manière plus systématique. Le Directeur de l'AED ajoute encore qu'en raison de taux d'intérêts bancaires nuls, le nombre de demandes de remboursement émanant des entreprises est faible.
- Un membre du groupe parlementaire CSV revient sur les propos récents du ministre des Finances portant sur une éventuelle révision de la taxe d'abonnement. Il souhaiterait avoir des chiffres concernant le nombre de sociétés ou de fonds payant la taxe d'abonnement. Selon ses informations, des sociétés seraient en train de quitter le territoire luxembourgeois pour s'établir dans des pays dépourvus d'une telle taxe.

Le Directeur de l'AED indique que la taxe d'abonnement est surtout payée par les sociétés de gestion par le biais du dépôt électronique, qui s'avère très efficace. Il ne perçoit, à l'heure actuelle, aucun signal de décélération des paiements, ni de baisse du nombre de contributeurs de cette taxe.

- En réponse à une question portant sur les recettes de 2018 liées à la taxation des tantièmes des administrateurs, posée par un membre du groupe parlementaire CSV, le Directeur de l'AED constate en premier lieu qu'aucune réclamation administrative ou judiciaire n'a été introduite en relation avec l'application du régime de TVA dans ce dossier. Il rappelle que l'AED n'a pas été l'initiateur de la mise en place de cette taxe. Il ajoute que les déclarations portant sur l'exercice 2018 ne lui sont pas encore parvenues intégralement et que le seuil de l'exemption optionnelle des PME est passé à 30.000 euros/an. Il apparaît, de plus, que les personnes agissant en tant qu'administrateurs exercent, souvent, également une autre activité professionnelle (p. ex. avocat), d'où la difficulté pour l'AED de séparer exactement les revenus des deux activités. Pour l'ensemble de ces raisons, l'AED ne peut pas se prononcer quant aux recettes TVA résultant de la taxation des administrateurs ; il est cependant estimé que le montant récolté demeurera plutôt modeste, compte tenu également du droit à déduction dont peuvent se prévaloir les assujettis concernés.
- Suite à une intervention d'un membre du groupe parlementaire LSAP concernant les estimations de l'AED inscrites dans le projet de budget pluriannuel 2019-2022, le Directeur de l'AED explique que ces estimations se basent exclusivement sur les prévisions du STATEC. Les estimations pour l'année 2019 tiennent évidemment compte de réalités déjà connues.
- Un membre du groupe parlementaire CSV souhaite savoir à quel taux de TVA sont soumises les publications à caractère politique (par exemple, une annonce dans un journal). Il lit le point 5° de la « Liste des biens et services soumis au taux super-réduit passage » de l'annexe B de la loi modifiée de 12 février 1979 concernant la taxe à la valeur ajoutée.

Le Directeur de l'AED signale que le point 5° prévoit que sont exclus du bénéfice du taux super-réduit le matériel consacré entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité. Comme le caractère informationnel d'une annonce politique prévaut par rapport à l'aspect purement publicitaire, cette publication dans un journal est taxée à 3%.

**2. 7451 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022**  
 - Désignation d'un rapporteur

M. André Bauler est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Luxembourg, le 12 mars 2019

La Secrétaire-administrateur,  
 Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du  
 Budget,  
 André Bauler

Annexe :

Rapport explicatif au 7 mars 2019 de l'AED



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA



# Rapport explicatif au 7 mars 2019

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT,  
DES DOMAINES ET DE LA TVA



Direction de l'AED

1-3, av. Guillaume  
L-1651 Luxembourg

Tél. : +352 2478 0800  
Fax : +352 2479 0400

info@aed.public  
www.aed.public.

# Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

## Table des matières

Evolution budgétaire 2017 – 2018 et projet de Budget 2019	1
Evolution de la TVA (pour ordre) de 2014 – 2018 (résultats cumulés)	2
Evolution des recettes TVA "E-Commerce"	3
Nomenclature statistique simplifiée	4
Evolution des remboursements de TVA 2014 – 2018 (résultats cumulés)	5
Structure des montants TVA à recouvrer 2014 – 2019	6
Structure des montants TVA à rembourser 2014 – 2019	7
Structure des montants TVA à recouvrer / rembourser– assujettis en activité normale	8
Remboursement TVA logement et application directe du taux de 3%	9
Evolution des droits d'enregistrement 2014 – 2018 (résultats cumulés)	10
Crédit d'impôt en matière d'enregistrement et d'hypothèques	11
Evolution de la taxe d'abonnement 2014 – 2018 (résultats cumulés)	12
Prorata « actifs nets des OPC et recettes de taxe d'abonnement »	13
Tableau récapitulatif dudit prorata 2000 – 2018	14
Evolution des droits de succession 2014 – 2018 (résultats cumulés)	15
Projet de Budget pluriannuel 2019-2022	16

## ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DE LA TVA

Article	Code fonct.	Libellé	<u>2017</u>		<u>2018</u>		<u>2018</u> <u>Recettes au 31.12.18 /</u> <u>Budget</u>		<u>2019</u>		<u>Projet de Budget 2019 /</u> <u>Recettes 2018 au 31.12.18</u>	
			Compte	Budget voté	Recettes au 31.12.2018	$\Delta$ en euros	$\Delta$ en %	Projet de Budget	$\Delta$ en euros	$\Delta$ en %		
<b>Section 64.6 - Impôts, droits et taxes</b>												
36.000	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée (anc. P.O.5)	3 407 069 746 €	3 680 059 236 €	3 723 925 728 €	43 866 492 €	1,19%	3 888 504 863 €	164 579 135 €	4,42%		
36.032	13.60	Taxe d'abonnement	971 668 886 €	1 054 000 000 €	1 026 662 431 €	-27 337 569 €	-2,59%	1 027 000 000 €	337 569 €	0,03%		
36.050	13.60	Droits d'enregistrement	303 983 614 €	295 000 000 €	358 990 073 €	63 990 073 €	21,69%	351 006 000 €	-7 984 073 €	-2,22%		
36.030	13.60	Droits d'hypothèques	52 022 218 €	56 000 000 €	62 990 339 €	6 990 339 €	12,48%	61 754 000 €	-1 236 339 €	-1,96%		
36.100	11.70	Taxe sur les assurances	50 609 740 €	52 630 000 €	57 334 067 €	4 704 067 €	8,94%	55 850 000 €	-1 484 067 €	-2,59%		
<b>Section 64.7 - Recettes domaniales</b>												
16.010	01.25	Loyers d'immeubles des entreprises (Recettes peuvent être comptabilisées jusqu'au 31 mars de l'année suivante)	71 647 786 €	71 130 000 €	*77 000 000 €	5 870 000 €	8,25%	76 112 000 €	-888 000 €	-1,15%		
<b>Section 94.1 - Autres recettes en capital</b>												
56.040	13.60	Droits de succession	110 205 601 €	70 000 000 €	88 857 803 €	18 857 803 €	26,94%	85 000 000 €	-3 857 803 €	-4,34%		
<b>TOTAL</b>			<b>4 967 207 591 €</b>	<b>5 278 819 236 €</b>	<b>5 395 760 441 €</b>	<b>116 941 205 €</b>	<b>2,22%</b>	<b>5 545 226 863 €</b>	<b>149 466 422 €</b>	<b>2,77%</b>		

\* Estimation du 05.03.2019

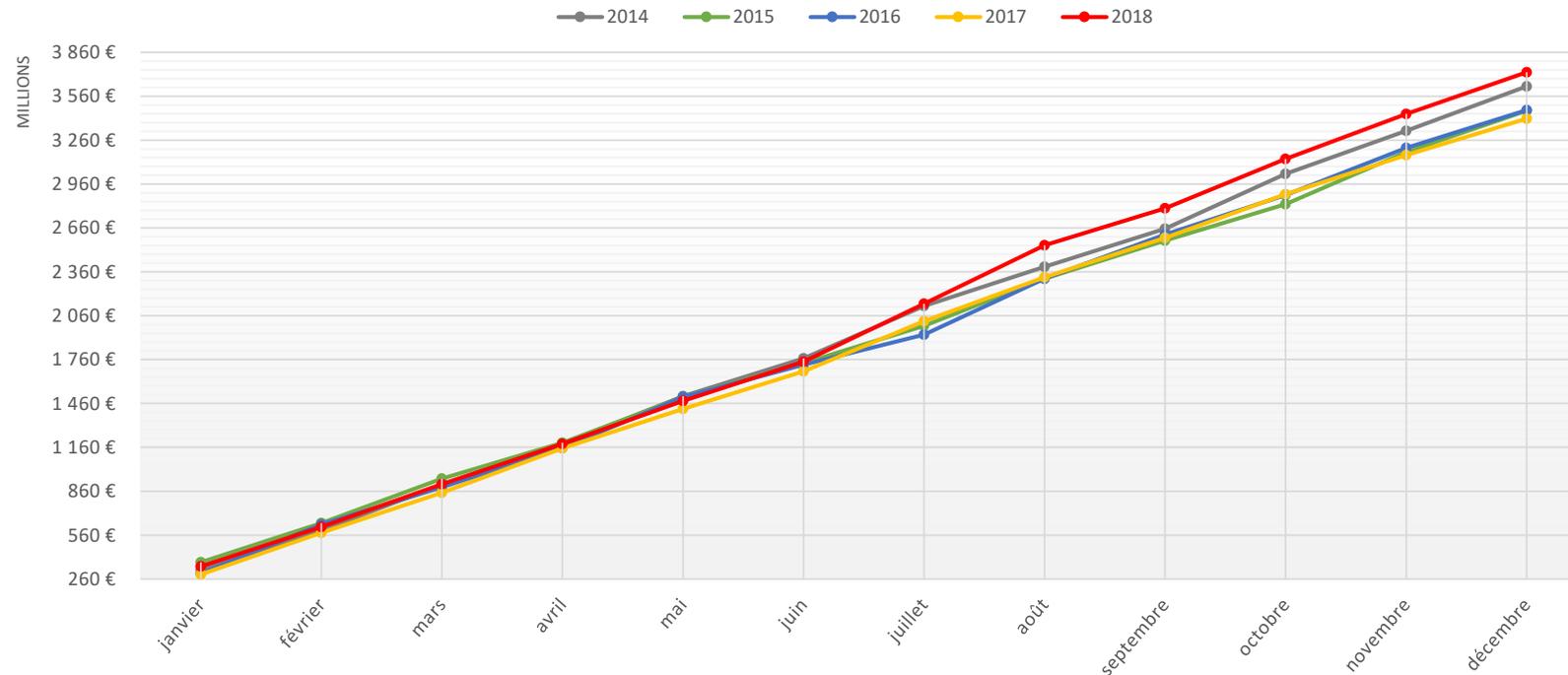
### TVA

Libellé	<u>2017</u>		<u>2018</u>		<u>2019</u>		<u>Projet de Budget 2019 / Recettes 2018</u>	
	Compte	Recettes	Recettes	Projet de Budget	$\Delta$ en euros	$\Delta$ en %		
<b>Recettes brutes hors e-com</b>	<b>4 912 728 305 €</b>	<b>5 300 342 117 €</b>	<b>5 300 342 117 €</b>	<b>5 645 471 061 €</b>	<b>345 128 945 €</b>	<b>6,51</b>		
Recettes e-com	87 978 184 €	47 321 017 €	47 321 017 €	12 500 000 €	-34 821 017 €	-73,58		
<b>Recettes brutes avec e-com</b>	<b>5 000 706 489 €</b>	<b>5 347 663 133 €</b>	<b>5 347 663 133 €</b>	<b>5 657 971 061 €</b>	<b>310 307 928 €</b>	<b>5,80</b>		
Remboursements	1 593 636 743 €	1 623 737 405 €	1 623 737 405 €	1 729 466 199 €	105 728 794 €	6,51		
Groupe TVA	- €	- €	- €	40 000 000 €	40 000 000 €	n.a.		
<b>TVA</b>	<b>3 407 069 746 €</b>	<b>3 723 925 728 €</b>	<b>3 723 925 728 €</b>	<b>3 888 504 863 €</b>	<b>164 579 135 €</b>	<b>4,42</b>		

Remarque: Les montants repris en rouge constituent des moins-values budgétaires.

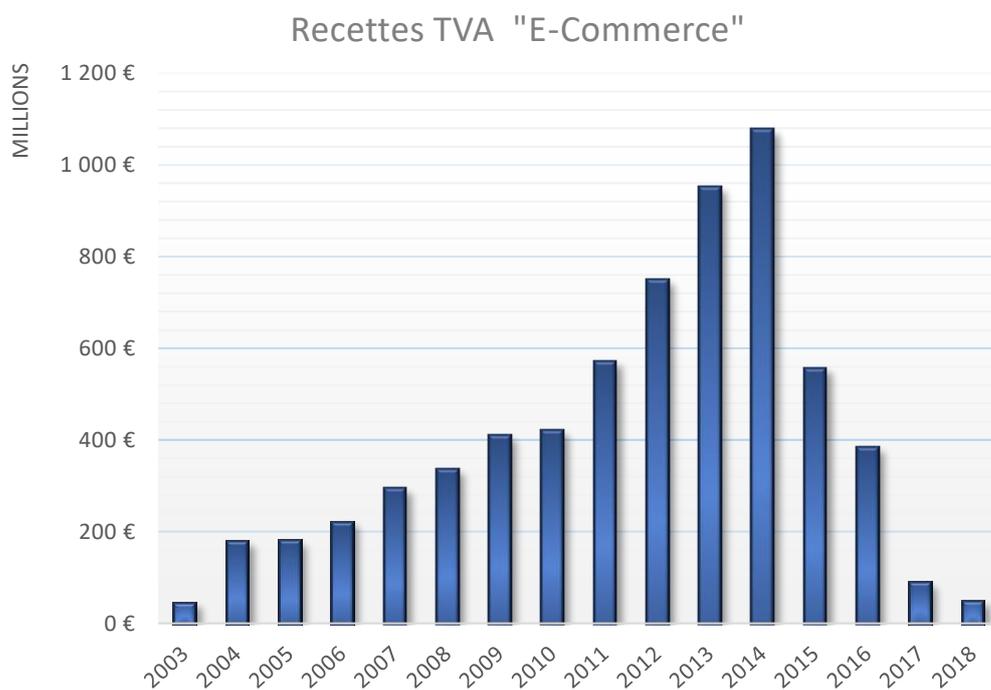
## EVOLUTION DE LA TVA POUR ORDRE 2014 - 2018 ( Résultats cumulés en euros)

Mois	2014	2015	2016	2017	$\Delta 17/16$	2018	$\Delta 18/17$
janvier	322 547 011 €	374 593 237 €	296 907 999 €	291 433 653 €	-2%	346 380 313 €	19%
février	590 725 823 €	642 751 880 €	632 794 218 €	575 690 636 €	-9%	616 815 442 €	7%
mars	906 138 614 €	946 575 501 €	887 868 554 €	849 539 510 €	-4%	908 295 924 €	7%
avril	1 180 724 442 €	1 190 257 517 €	1 154 905 855 €	1 153 607 856 €	0%	1 184 381 667 €	3%
mai	1 509 201 895 €	1 504 124 842 €	1 504 812 475 €	1 423 297 716 €	-5%	1 476 873 181 €	4%
juin	1 767 542 507 €	1 736 253 180 €	1 723 795 566 €	1 679 254 010 €	-3%	1 746 336 430 €	4%
juillet	2 126 395 861 €	1 991 031 043 €	1 929 874 298 €	2 022 774 243 €	5%	2 141 972 394 €	6%
août	2 394 894 367 €	2 312 098 005 €	2 312 334 224 €	2 322 440 451 €	0%	2 541 105 693 €	9%
septembre	2 653 436 185 €	2 574 075 157 €	2 615 355 670 €	2 591 884 085 €	-1%	2 793 708 986 €	8%
octobre	3 028 960 718 €	2 822 380 542 €	2 883 530 763 €	2 889 896 571 €	0%	3 130 683 016 €	8%
novembre	3 324 452 515 €	3 178 678 430 €	3 207 525 204 €	3 157 549 994 €	-2%	3 438 185 072 €	9%
décembre	<b>3 627 788 628 €</b>	<b>3 461 014 631 €</b>	<b>3 465 610 645 €</b>	<b>3 407 069 746 €</b>	<b>-2%</b>	<b>3 723 925 728 €</b>	<b>9%</b>



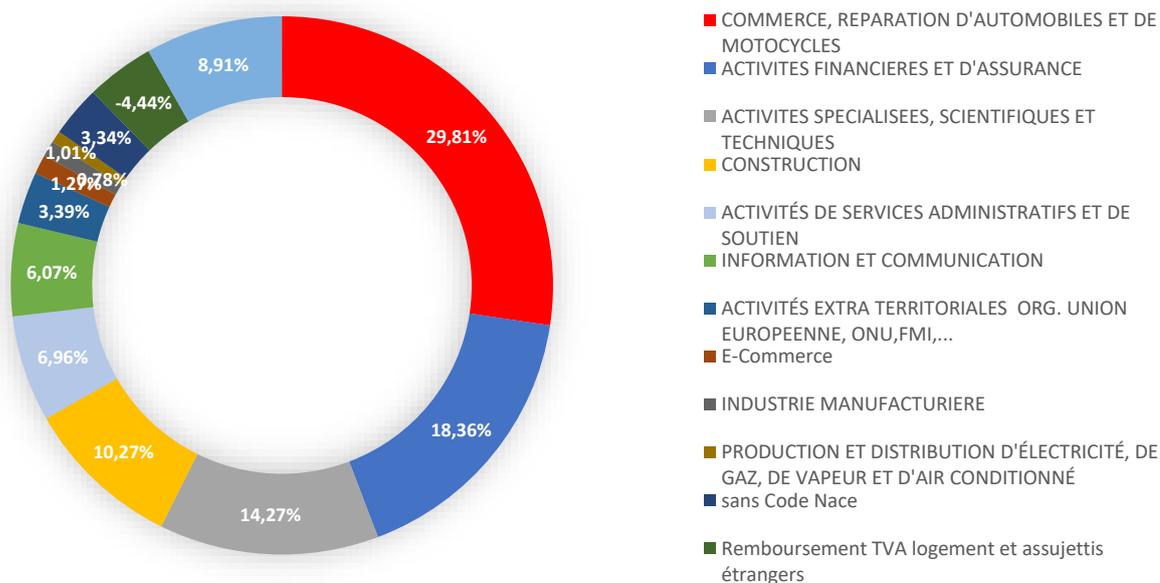
### Recettes TVA du secteur "E-Commerce"

Année	Recettes TVA	$\Delta$ en euros	$\Delta$ en %
2003	44 670 681 €		
2004	178 041 186 €	133 370 505 €	298,56
2005	179 705 681 €	1 664 495 €	0,93
2006	219 652 449 €	39 946 768 €	22,23
2007	292 899 538 €	73 247 089 €	33,35
2008	334 922 350 €	42 022 812 €	14,35
2009	407 866 578 €	72 944 228 €	21,78
2010	418 960 984 €	11 094 406 €	2,72
2011	569 649 040 €	150 688 056 €	35,97
2012	748 837 606 €	179 188 566 €	31,46
2013	952 055 657 €	203 218 050 €	27,14
2014	1 076 656 663 €	124 601 006 €	13,09
2015	554 635 023 €	-522 021 640 €	-48,49
2016	383 128 646 €	-171 506 377 €	-30,92
2017	87 978 184 €	-295 150 463 €	-77,04
2018	47 321 017 €	-40 657 167 €	-46,21



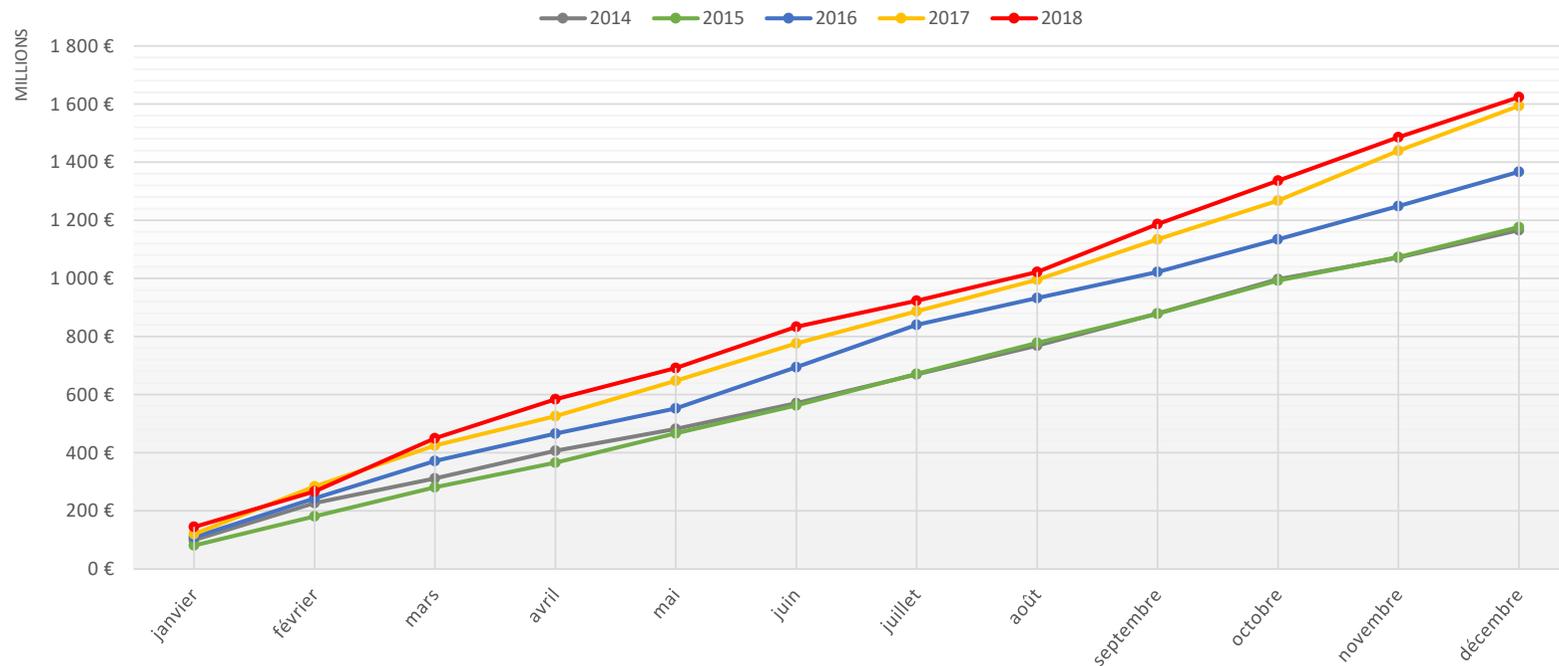
## NOMENCLATURE STATISTIQUE SIMPLIFIEE 01-12.2018

Section		Recettes TVA	en %
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1 110 008 340 €	29,81%
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	683 581 676 €	18,36%
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	531 297 790 €	14,27%
F	CONSTRUCTION	382 391 215 €	10,27%
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	259 168 813 €	6,96%
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	225 969 813 €	6,07%
U	ACTIVITÉS EXTRA TERRITORIALES ORG. UNION EUROPEENNE, ONU,FMI,...	126 121 503 €	3,39%
Y	E-Commerce	47 321 017 €	1,27%
C	INDUSTRIE MANUFACTURIERE	37 796 887 €	1,01%
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	29 192 061 €	0,78%
X	sans Code Nace	124 548 856 €	3,34%
	Remboursement TVA logement et assujettis étrangers	- 165 453 298 €	-4,44%
	Autres (L,H,Q,S,P,E,B,R,T,A,I,O)	331 981 056 €	8,91%
<b>TOTAL</b>		<b>3 723 925 728 €</b>	<b>100,00%</b>



## EVOLUTION DES REMBOURSEMENTS DE TVA 2014 - 2018 ( Résultats cumulés en euros)

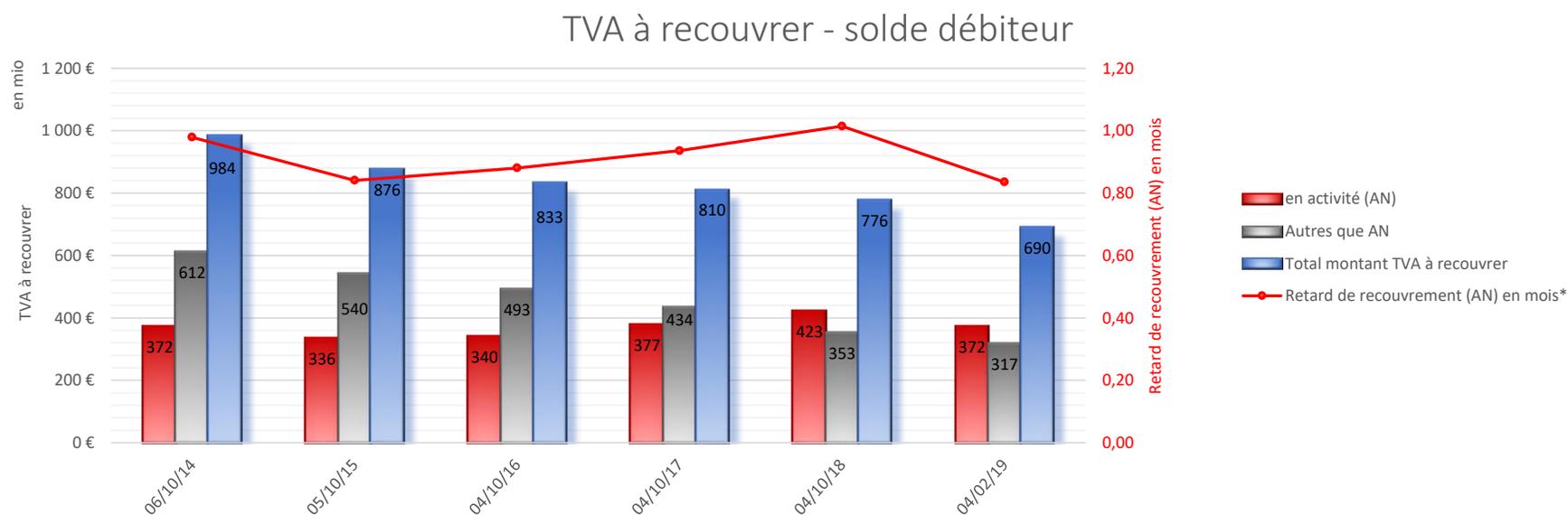
Mois	2014	2015	2016	2017	$\Delta 17/16$	2018	$\Delta 18/17$
janvier	99 510 746 €	80 755 788 €	109 349 626 €	120 003 912 €	10%	144 501 311 €	20%
février	226 520 462 €	181 358 605 €	243 201 041 €	283 594 736 €	17%	266 837 362 €	-6%
mars	311 441 517 €	280 922 300 €	371 720 691 €	425 062 278 €	14%	449 473 488 €	6%
avril	406 899 907 €	365 741 251 €	465 477 503 €	526 028 342 €	13%	583 759 340 €	11%
mai	482 052 239 €	466 408 452 €	552 470 305 €	647 903 181 €	17%	691 981 445 €	7%
juin	571 121 558 €	563 374 505 €	694 744 538 €	776 511 670 €	12%	833 328 312 €	7%
juillet	669 323 823 €	671 631 564 €	839 999 681 €	887 287 902 €	6%	923 308 560 €	4%
août	768 924 019 €	778 152 272 €	932 130 710 €	995 239 216 €	7%	1 022 406 405 €	3%
septembre	879 618 765 €	878 714 740 €	1 021 993 428 €	1 134 200 825 €	11%	1 187 222 194 €	5%
octobre	997 183 107 €	992 783 891 €	1 134 038 620 €	1 267 886 507 €	12%	1 336 150 455 €	5%
novembre	1 071 883 810 €	1 073 957 915 €	1 248 818 492 €	1 439 093 697 €	15%	1 486 271 588 €	3%
décembre	<b>1 166 061 288 €</b>	<b>1 176 809 179 €</b>	<b>1 366 975 709 €</b>	<b>1 593 636 743 €</b>	<b>17%</b>	<b>1 623 737 405 €</b>	<b>2%</b>



## STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER 2014 - 2019

Arriérés TVA au	6 octobre 2014		5 octobre 2015		4 octobre 2016		4 octobre 2017		4 octobre 2018		4 février 2019	
	Nbre	Solde débiteur										
<b>en activité (AN)</b>	<b>21 672</b>	<b>372 014 643 €</b>	<b>19 231</b>	<b>335 879 687 €</b>	<b>20 189</b>	<b>340 298 161 €</b>	<b>20 697</b>	<b>376 797 124 €</b>	<b>22 934</b>	<b>422 784 997 €</b>	<b>15 241</b>	<b>372 227 814 €</b>
en cessation	4 304	131 402 671 €	4 045	116 136 073 €	3 741	55 629 505 €	3 437	48 493 704 €	3 034	33 809 202 €	2 754	30 528 685 €
en faillite	5 113	421 640 360 €	4 768	373 163 902 €	4 643	374 308 538 €	4 708	337 689 786 €	3 938	270 465 505 €	3 740	246 756 601 €
en gestion contrôlée	27	4 323 734 €	20	3 041 224 €	9	2 014 197 €	17	2 158 171 €	12	1 760 652 €	16	1 875 513 €
en liquidation amiable	402	15 118 591 €	595	13 932 818 €	634	29 456 654 €	616	16 142 164 €	523	25 172 478 €	508	28 556 930 €
en liquidation judiciaire	761	39 571 876 €	761	33 882 979 €	740	31 111 847 €	739	29 086 225 €	635	22 061 973 €	563	9 693 599 €
succession vacante	3	27 135 €	1	350 €	0	- €	0	- €	1	9 053 €	0	- €
<b>Total montant TVA à recouvrer</b>	<b>32 282</b>	<b>984 099 009 €</b>	<b>29 421</b>	<b>876 037 033 €</b>	<b>29 956</b>	<b>832 818 903 €</b>	<b>30 214</b>	<b>810 367 174 €</b>	<b>31 077</b>	<b>776 063 860 €</b>	<b>22 822</b>	<b>689 639 142 €</b>
Dont irrécouvrable		612 084 366 €		540 157 346 €		492 520 742 €		433 570 050 €		353 278 863 €		317 411 328 €
Montant irrécouvrable en %		62,20%		61,66%		59,14%		53,50%		45,52%		46,03%
<b>Retard de recouvrement (AN) en mois*</b>		<b>0,98</b>		<b>0,84</b>		<b>0,88</b>		<b>0,94</b>		<b>1,01</b>		<b>0,84</b>
Total assujettis actifs AED	65 600		66 400		69 000		71 133		74 594		77 562	
% assujettis AN / Total assujettis AED	33,04%		28,96%		29,26%		29,10%		30,75%		19,65%	

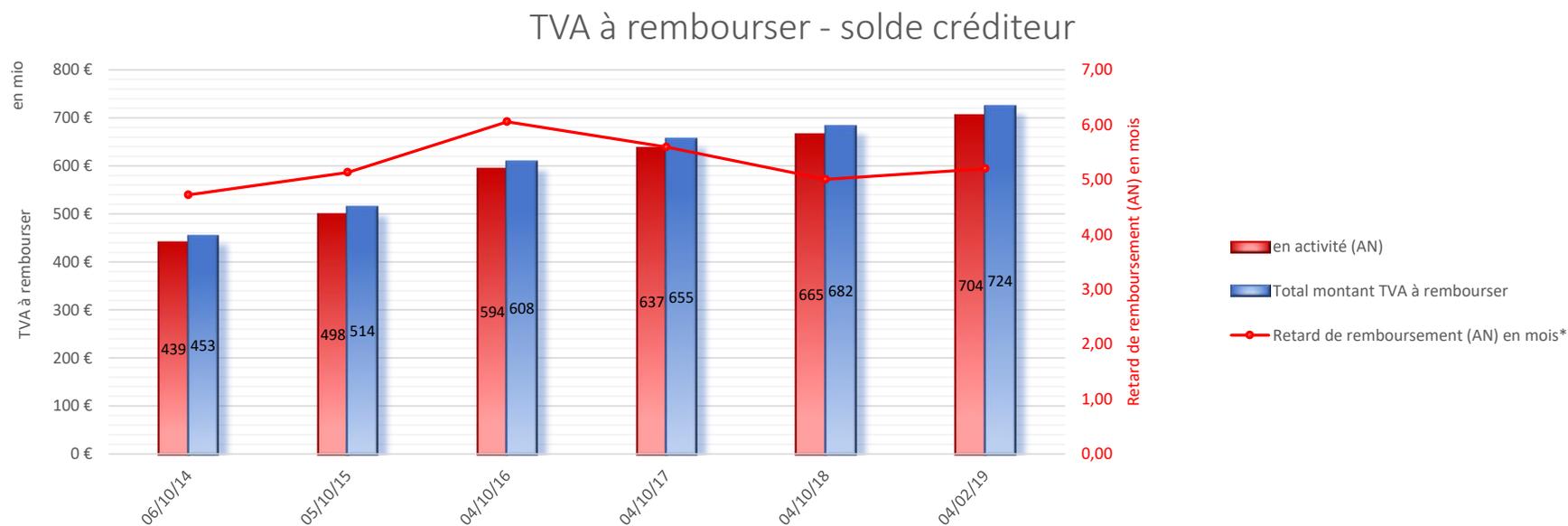
\* Montant à recouvrer AN en T / Recette mensuelle brute moyenne en T-1 = retard en mois



## STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A REMBOURSER 2014 - 2019

Arriérés TVA au	6 octobre 2014		5 octobre 2015		4 octobre 2016		4 octobre 2017		4 octobre 2018		4 février 2019	
	Nbre	Solde créditeur										
<b>en activité (AN)</b>	<b>25 376</b>	<b>439 144 918 €</b>	<b>22 700</b>	<b>498 432 255 €</b>	<b>26 543</b>	<b>593 645 563 €</b>	<b>27 662</b>	<b>636 913 842 €</b>	<b>28 403</b>	<b>664 536 724 €</b>	<b>30 265</b>	<b>703 555 439 €</b>
en cessation	1 899	14 201 418 €	1 658	11 716 371 €	1 821	7 749 746 €	1 903	8 067 339 €	1 574	8 234 097 €	1 666	10 036 112 €
en faillite	10	56 919 €	2	545 €	40	435 166 €	42	413 743 €	3	2 682 €	2	3 656 €
en gestion contrôlée	2	1 120 €	3	86 773 €	8	187 454 €	7	187 392 €	2	146 893 €	3	147 093 €
en liquidation amiable	3	1 221 €	325	3 547 497 €	669	6 320 429 €	808	9 316 489 €	705	9 552 868 €	793	10 519 291 €
en liquidation judiciaire	2	1 037 €	0	- €	1	1 014 €	2	6 014 €	1	104 €	0	- €
succession vacante	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
<b>Total montant TVA à rembourser</b>	<b>27 292</b>	<b>453 406 632 €</b>	<b>24 688</b>	<b>513 783 440 €</b>	<b>29 082</b>	<b>608 339 372 €</b>	<b>30 424</b>	<b>654 904 820 €</b>	<b>30 688</b>	<b>682 473 368 €</b>	<b>32 729</b>	<b>724 261 591 €</b>
<b>Retard de remboursement (AN) en mois*</b>		<b>4,72</b>		<b>5,13</b>		<b>6,05</b>		<b>5,59</b>		<b>5,00</b>		<b>5,20</b>
Total assujettis actifs AED	65 600		66 400		69 000		71 133		74 594		77 562	
% assujettis AN / Total assujettis AED	38,68%		34,19%		38,47%		38,89%		38,08%		39,02%	

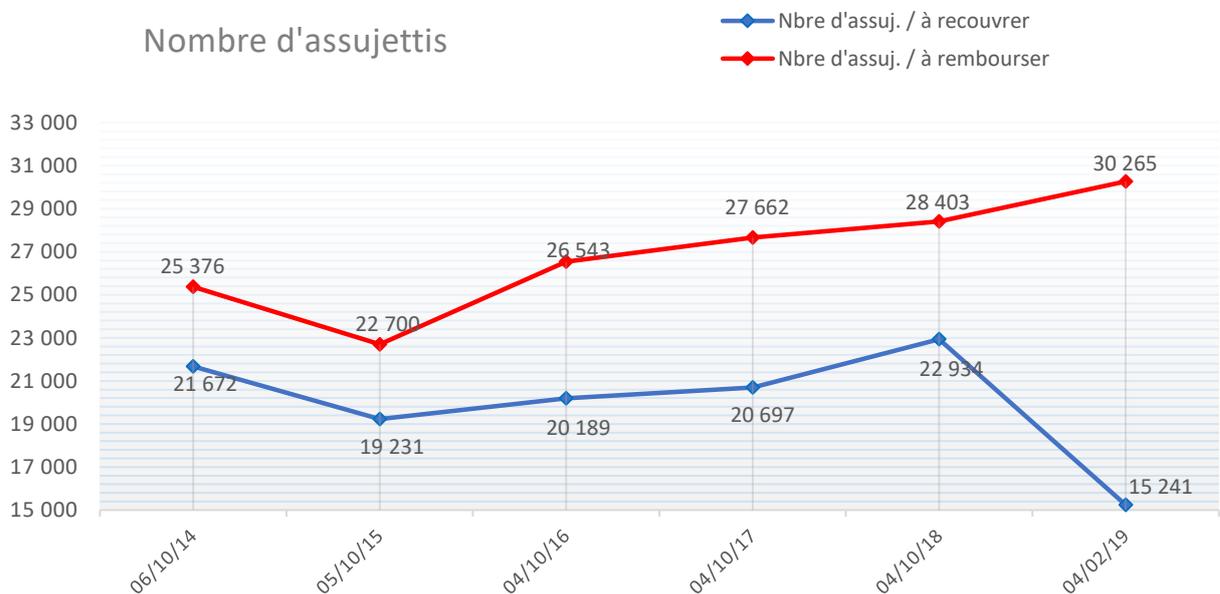
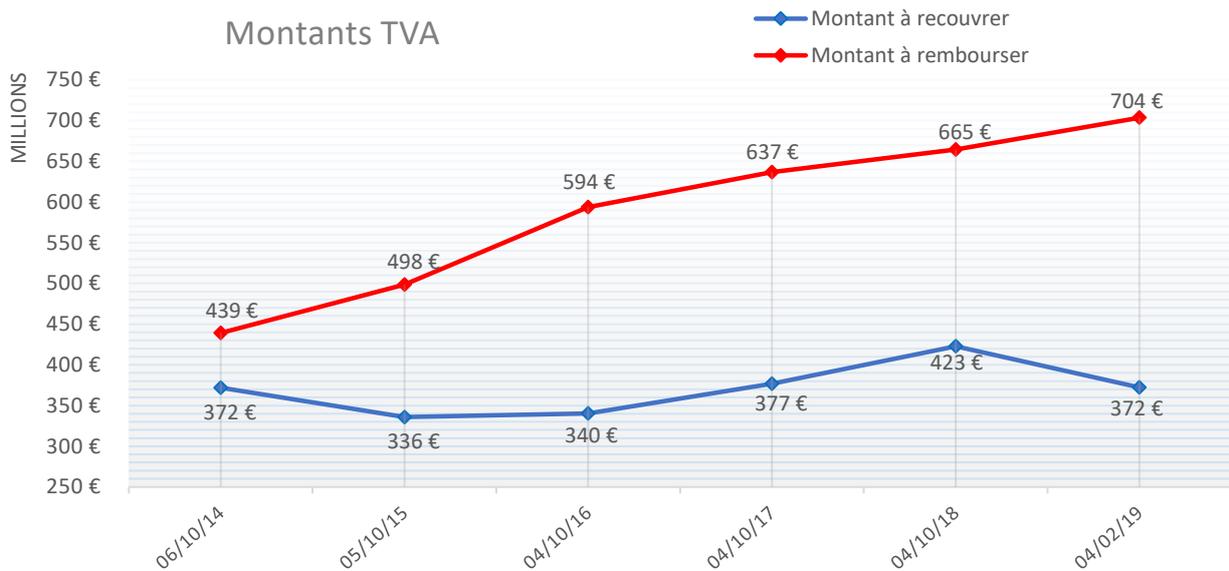
\*Montant total à rembourser / Montant mensuel moyen remboursé T-1



## STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER 2014-2019

### Situation des assujettis en activité normale

Arriérés TVA au	A recouvrer		A rembourser	
	Nombre d'assuj.	Montant	Nombre d'assuj.	Montant
6 octobre 2014	21 672	372 014 643 €	25 376	439 144 918 €
5 octobre 2015	19 231	335 879 687 €	22 700	498 432 255 €
4 octobre 2016	20 189	340 298 161 €	26 543	593 645 563 €
4 octobre 2017	20 697	376 797 124 €	27 662	636 913 842 €
4 octobre 2018	22 934	422 784 997 €	28 403	664 536 724 €
4 février 2019	15 241	372 227 814 €	30 265	703 555 439 €



## TVA LOGEMENT

## APPLICATION DIRECTE DU TAUX DE TVA 3%

Année	Demandes traitées	Montant faveur fiscale*	Croissance annuelle
01/11/2002 - 31/12/2002	3 114	17 624 338 €	n.a.
2003	26 149	83 844 409 €	66 220 070 €
2004	35 055	111 660 513 €	27 816 105 €
2005	35 417	122 089 206 €	10 428 693 €
2006	39 928	150 608 158 €	28 518 952 €
2007	39 925	148 127 814 €	-2 480 344 €
2008	41 901	151 698 355 €	3 570 541 €
2009	42 228	137 475 754 €	-14 222 601 €
2010	45 029	166 969 947 €	29 494 192 €
2011	46 344	188 713 746 €	21 743 800 €
2012	46 804	202 352 278 €	13 638 532 €
2013	46 090	188 493 245 €	-13 859 033 €
2014	55 567	296 913 914 €	108 420 669 €
2015	37 899	159 793 901 €	-137 120 013 €
2016	36 908	167 608 611 €	7 814 710 €
2017	38 904	188 045 817 €	20 437 206 €
2018	36 916	202 302 513 €	14 256 696 €
<b>TOTAL</b>	<b>654 178</b>	<b>2 684 322 519 €</b>	

\* Calculé sur base du montant de la demande augmenté de 10% et arrondi vers le haut (400.839=>400.900).

## REMBOURSEMENT TVA LOGEMENT

Année	Demandes traitées	Montant remboursé	Croissance annuelle
1992-2001	83 145	435 674 336	n.a.
2002	8 097	62 514 037	n.a.
2003	7 756	82 883 365	20 369 328 €
2004	7 276	71 970 030	- 10 913 335 €
2005	7 163	53 546 647	- 18 423 383 €
2006	7 151	46 161 611	- 7 385 036 €
2007	4 877	29 942 245	- 16 219 366 €
2008	4 155	30 823 021	880 777 €
2009	4 012	27 395 038	- 3 427 983 €
2010	4 252	31 041 043	3 646 005 €
2011	4 139	38 533 813	7 492 769 €
2012	4 887	38 797 539	263 727 €
2013	4 314	33 837 674	- 4 959 865 €
2014	3 571	23 736 824	- 10 100 850 €
2015	4 077	33 166 826	9 430 002 €
2016	4 018	27 806 141	- 5 360 685 €
2017	3 129	21 263 759	- 6 542 382 €
2018	3 459	24 848 553	3 584 794 €
<b>TOTAL</b>	<b>169 478</b>	<b>1 113 942 502</b>	

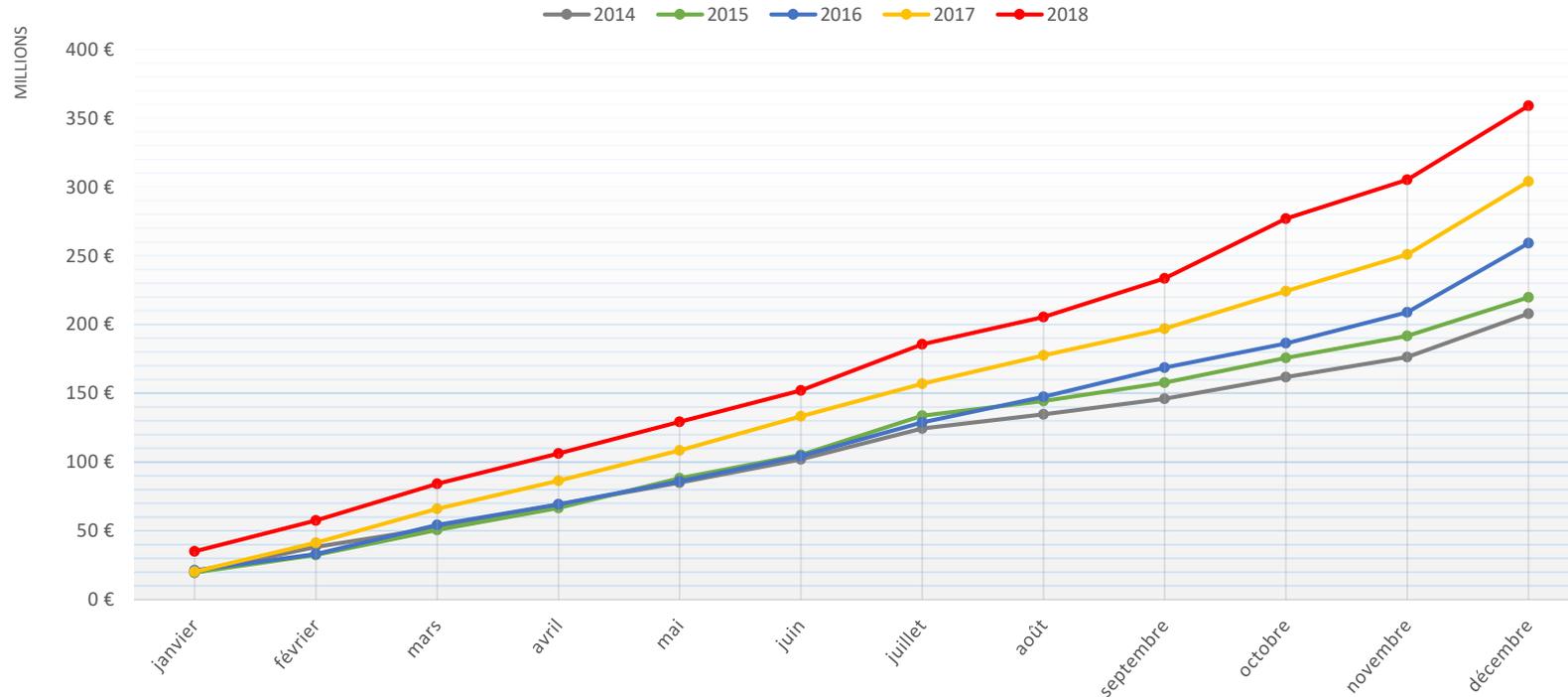
## IMPACT FINANCIER GLOBAL 1992 - 2018

Année	Montant de TVA remboursé	Montant faveur fiscale "application directe 3%"	TOTAL ANNUEL
1992-2001	435 674 336 €		435 674 336 €
2002*	62 514 037 €	17 624 338 €	80 138 375 €
2003	82 883 365 €	83 844 409 €	166 727 774 €
2004	71 970 030 €	111 660 513 €	183 630 543 €
2005	53 546 647 €	122 089 206 €	175 635 853 €
2006	46 161 611 €	150 608 158 €	196 769 769 €
2007	29 942 245 €	148 127 814 €	178 070 059 €
2008	30 823 021 €	151 698 355 €	182 521 376 €
2009	27 395 038 €	137 475 754 €	164 870 793 €
2010	31 041 043 €	166 969 947 €	198 010 990 €
2011	38 533 813 €	188 713 746 €	227 247 559 €
2012	38 797 539 €	202 352 278 €	241 149 817 €
2013	33 837 674 €	188 493 245 €	222 330 919 €
2014	23 736 824 €	296 913 914 €	320 650 738 €
2015	33 166 826 €	159 793 901 €	192 960 727 €
2016	27 806 141 €	167 608 611 €	195 414 752 €
2017	21 263 759 €	188 045 817 €	209 309 576 €
2018	24 848 553 €	202 302 513 €	227 151 067 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 113 942 502 €</b>	<b>2 684 322 519 €</b>	<b>3 798 265 022 €</b>

\*01/11/2002 - 31/12/2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"

## EVOLUTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT 2014 - 2018 ( Résultats cumulés en euros)

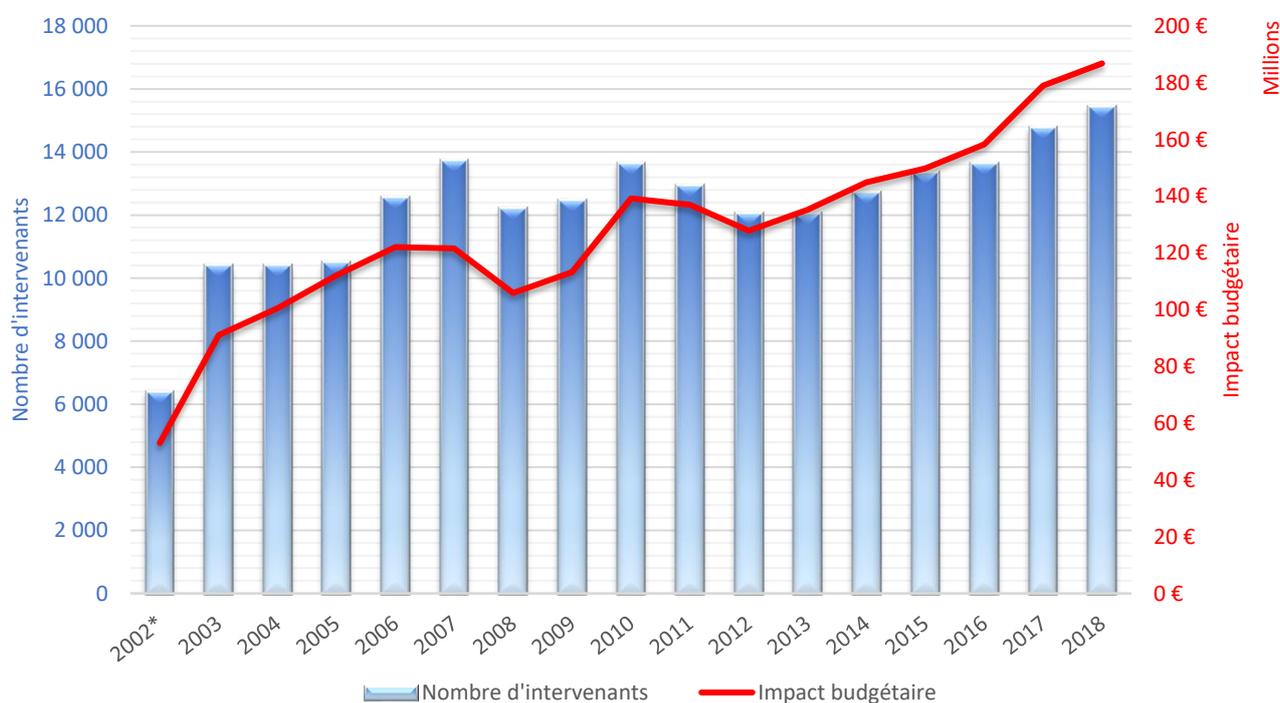
Mois	2014	2015	2016	2017	$\Delta 17/16$	2018	$\Delta 18/17$
janvier	19 476 368 €	19 717 925 €	21 332 723 €	20 301 905 €	-5%	35 059 770 €	73%
février	38 233 472 €	32 417 733 €	33 003 420 €	41 437 855 €	26%	57 414 297 €	39%
mars	52 335 366 €	50 710 316 €	54 276 238 €	65 896 921 €	21%	84 148 743 €	28%
avril	69 209 561 €	66 669 406 €	69 263 491 €	86 437 283 €	25%	106 184 681 €	23%
mai	85 083 003 €	88 292 875 €	86 015 665 €	108 504 005 €	26%	129 265 422 €	19%
juin	101 928 035 €	105 159 902 €	104 441 103 €	133 258 714 €	28%	152 018 434 €	14%
juillet	124 436 385 €	133 787 658 €	128 788 695 €	156 917 996 €	22%	185 607 410 €	18%
août	134 648 465 €	144 455 977 €	147 518 802 €	177 466 023 €	20%	205 441 751 €	16%
septembre	146 035 734 €	157 676 588 €	168 699 609 €	197 010 660 €	17%	233 593 799 €	19%
octobre	161 759 086 €	175 770 331 €	186 240 468 €	224 179 401 €	20%	276 866 387 €	24%
novembre	176 323 647 €	191 653 262 €	208 852 395 €	250 971 520 €	20%	305 307 127 €	22%
<b>décembre</b>	<b>207 946 388 €</b>	<b>219 724 644 €</b>	<b>259 089 156 €</b>	<b>303 983 614 €</b>	<b>17%</b>	<b>358 990 073 €</b>	<b>18%</b>



## CREDIT D'IMPOT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHÈQUES LOI DU 30 JUILLET 2002 TELLE QUE MODIFIEE

Année	Impact budgétaire	Impact budgétaire (cumul)	Nombre d'intervenants	Nombre d'intervenants (cumul)
2002*	53 000 000 €	53 000 000 €	6 400	6 400
2003	91 000 000 €	144 000 000 €	10 400	16 800
2004	100 500 000 €	244 500 000 €	10 400	27 200
2005	112 061 042 €	356 561 042 €	10 499	37 699
2006	121 999 375 €	478 560 417 €	12 561	50 260
2007	121 628 765 €	600 189 183 €	13 721	63 981
2008	105 838 165 €	706 027 348 €	12 230	76 211
2009	113 220 617 €	819 247 965 €	12 477	88 688
2010	139 184 041 €	958 432 006 €	13 647	102 335
2011	136 995 214 €	1 095 427 220 €	12 928	115 263
2012	127 804 769 €	1 223 231 989 €	12 047	127 310
2013	135 177 788 €	1 358 409 777 €	12 055	139 365
2014	144 836 068 €	1 503 245 845 €	12 706	152 071
2015	149 824 454 €	1 653 070 299 €	13 341	165 412
2016	158 201 510 €	1 811 271 809 €	13 645	179 057
2017	178 930 840 €	1 990 202 649 €	14 770	193 827
2018	186 773 176 €	2 176 975 825 €	15 456	209 283

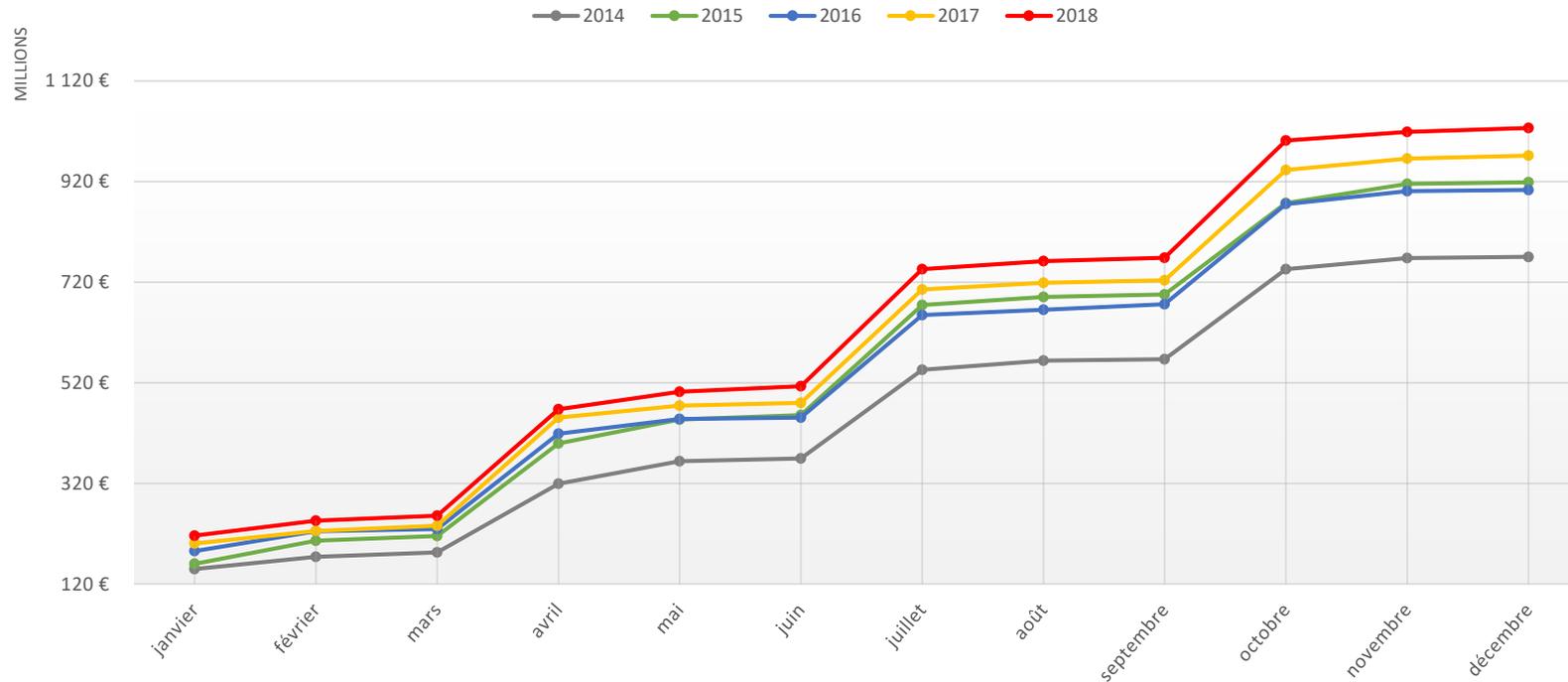
\* Pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002



\* Pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002

## EVOLUTION DE LA TAXE D'ABONNEMENT 2014 - 2018 ( Résultats cumulés en euros)

Mois	2014	2015	2016	2017	$\Delta 17/16$	2018	$\Delta 18/17$
janvier	149 670 012 €	159 921 864 €	185 274 096 €	200 495 412 €	8%	216 094 426 €	8%
février	174 201 437 €	205 940 500 €	224 588 916 €	225 530 643 €	0%	245 501 816 €	9%
mars	182 756 811 €	215 443 244 €	229 318 898 €	235 771 802 €	3%	255 982 943 €	9%
avril	318 996 365 €	399 256 273 €	418 702 745 €	450 828 509 €	8%	467 527 555 €	4%
mai	364 301 566 €	446 739 336 €	448 077 569 €	474 776 122 €	6%	501 927 242 €	6%
juin	369 745 276 €	455 525 009 €	450 579 373 €	479 937 822 €	7%	512 954 801 €	7%
juillet	545 839 043 €	674 484 333 €	654 458 716 €	705 697 739 €	8%	745 869 273 €	6%
août	564 105 441 €	690 475 603 €	665 275 646 €	718 903 831 €	8%	761 676 232 €	6%
septembre	566 762 565 €	695 338 722 €	675 997 853 €	723 712 569 €	7%	768 516 093 €	6%
octobre	745 604 905 €	877 137 821 €	875 416 479 €	943 335 111 €	8%	1 001 869 823 €	6%
novembre	768 029 038 €	915 516 198 €	901 142 750 €	965 591 871 €	7%	1 018 644 429 €	5%
<b>décembre</b>	<b>770 450 486 €</b>	<b>918 706 986 €</b>	<b>903 499 563 €</b>	<b>971 668 886 €</b>	<b>8%</b>	<b>1 026 662 431 €</b>	<b>6%</b>



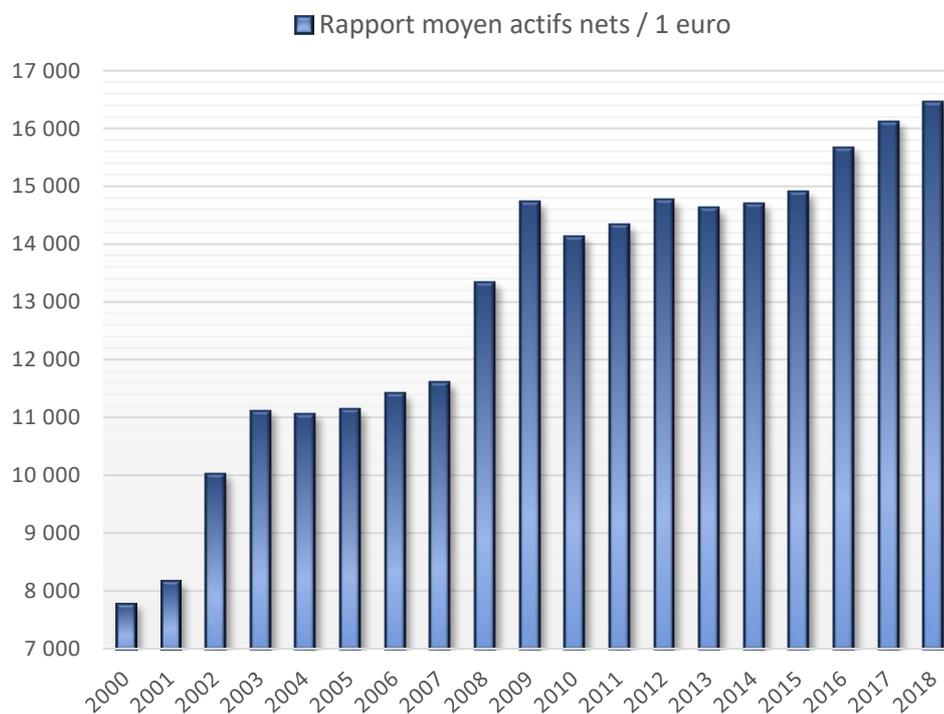
**PRORATA "ACTIFS NETS DES OPC ET  
RECETTES TAXE D'ABONNEMENT OPC"**

Année	Actifs nets en mio	Date d'échéance	Paiements trimestriels	Rapport moyen actifs nets / 1 euro
2010/1	1 840 993 €	31/12/2009	126 531 655 €	14 550
2010/2	1 980 538 €	31/03/2010	141 820 976 €	13 965
2010/3	2 010 637 €	30/06/2010	143 253 048 €	14 036
2010/4	2 083 740 €	30/09/2010	149 252 162 €	13 961
<b>Total 2010</b>			<b>560 857 841 €</b>	<b>14 128</b>
2011/1	2 198 994 €	31/12/2010	157 530 963 €	13 959
2011/2	2 190 896 €	31/03/2011	152 514 361 €	14 365
2011/3	2 184 999 €	30/06/2011	157 850 206 €	13 842
2011/4	2 032 077 €	30/09/2011	134 514 866 €	15 107
<b>Total 2011</b>			<b>602 410 396 €</b>	<b>14 318</b>
2012/1	2 096 512 €	31/12/2011	142 802 893 €	14 681
2012/2	2 217 206 €	31/03/2012	144 806 808 €	15 311
2012/3	2 224 479 €	30/06/2012	155 805 300 €	14 277
2012/4	2 314 448 €	30/09/2012	157 111 364 €	14 731
<b>Total 2012</b>			<b>600 526 365 €</b>	<b>14 750</b>
2013/1	2 383 826 €	31/12/2012	161 658 557 €	14 746
2013/2	2 528 920 €	31/03/2013	171 038 450 €	14 786
2013/3	2 486 584 €	30/06/2013	166 235 124 €	14 958
2013/4	2 539 200 €	30/09/2013	181 828 929 €	13 965
<b>Total 2013</b>			<b>680 761 061 €</b>	<b>14 614</b>
2014/1	2 615 363 €	31/12/2013	180 421 795 €	14 496
2014/2	2 709 201 €	31/03/2014	184 736 260 €	14 665
2014/3	2 854 640 €	30/06/2014	194 515 048 €	14 676
2014/4	3 006 762 €	30/09/2014	201 558 436 €	14 918
<b>Total 2014</b>			<b>761 231 539 €</b>	<b>14 689</b>
2015/1	3 094 987 €	31/12/2014	212 774 686 €	14 546
2015/2	3 524 793 €	31/03/2015	236 374 715 €	14 912
2015/3	3 528 131 €	30/06/2015	236 837 018 €	14 897
2015/4	3 366 826 €	30/09/2015	221 117 543 €	15 226
<b>Total 2015</b>			<b>907 103 962 €</b>	<b>14 895</b>
2016/1	3 506 201 €	31/12/2015	226 549 872 €	15 477
2016/2	3 395 404 €	31/03/2016	218 140 119 €	15 565
2016/3	3 461 904 €	30/06/2016	222 961 761 €	15 527
2016/4	3 621 929 €	30/09/2016	225 130 624 €	16 088
<b>Total 2016</b>			<b>892 782 376 €</b>	<b>15 664</b>
2017/1	3 701 076 €	31/12/2016	233 432 538 €	15 855
2017/2	3 863 841 €	31/03/2017	241 312 732 €	16 012
2017/3	3 900 675 €	30/06/2017	241 296 487 €	16 165
2017/4	3 994 330 €	30/09/2017	243 531 644 €	16 402
<b>Total 2017</b>			<b>959 573 401 €</b>	<b>16 108</b>
2018/1	4 113 049 €	31/12/2017	252 106 766 €	16 315
2018/2	4 103 837 €	31/03/2018	252 663 702 €	16 242
2018/3	4 187 106 €	30/06/2018	252 007 215 €	16 615
2018/4	4 228 551 €	30/09/2018	254 344 508 €	16 625
<b>Total 2018</b>			<b>1 011 122 191 €</b>	<b>16 449</b>

## TABO OPC

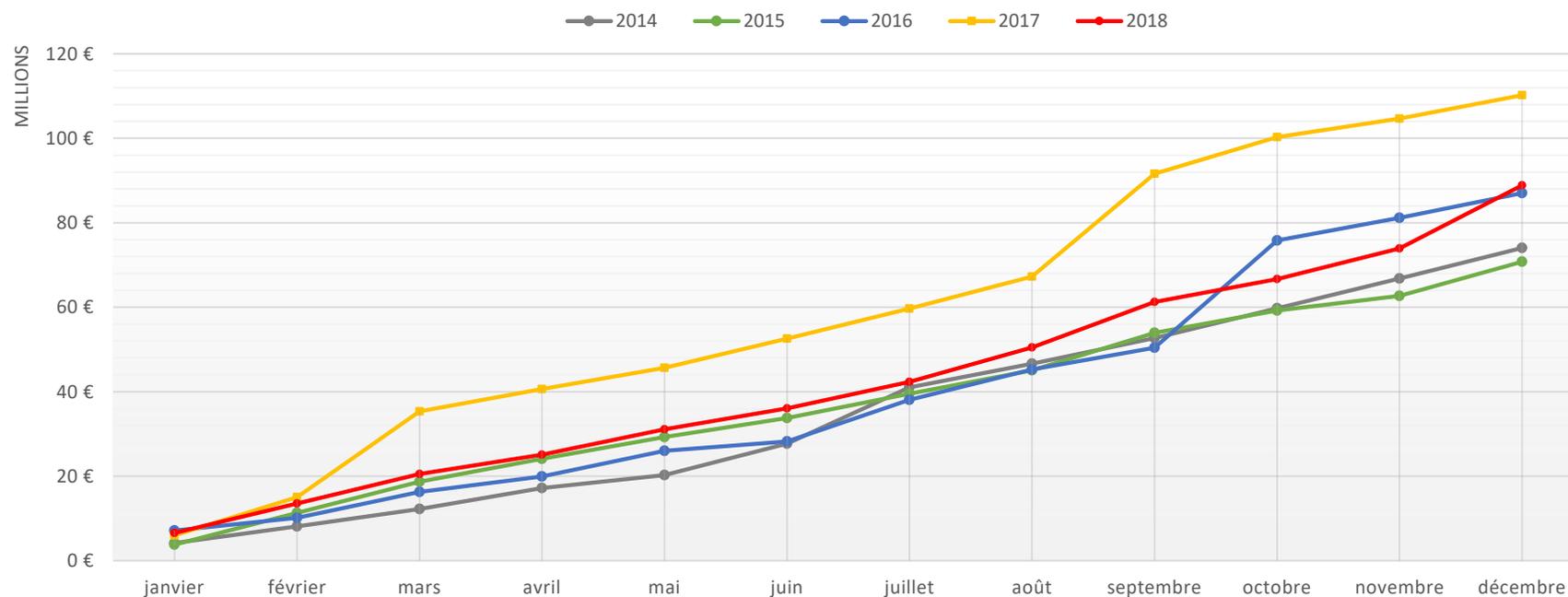
### Rapport moyen actifs nets / 1 euro

Année	Rapport moyen actifs nets / 1 euro	Variation	Variation en %
2000	7 771		
2001	8 159	388	4,99%
2002	10 015	1 857	22,75%
2003	11 098	1 082	10,81%
2004	11 052	- 46	-0,42%
2005	11 129	78	0,70%
2006	11 410	280	2,52%
2007	11 596	186	1,63%
2008	13 331	1 736	14,97%
2009	14 715	1 384	10,38%
2010	14 128	- 587	-3,99%
2011	14 318	190	1,35%
2012	14 750	432	3,02%
2013	14 614	- 137	-0,93%
2014	14 689	75	0,51%
2015	14 895	207	1,41%
2016	15 664	769	5,16%
2017	16 108	444	2,84%
2018	16 449	341	2,12%



## EVOLUTION DES DROITS DE SUCCESSION 2014 - 2018 (montants cumulés)

Mois	2014	2015	2016	2017	$\Delta 17/16$	2018	$\Delta 18/17$
janvier	4 178 908 €	3 801 116 €	7 132 445 €	6 003 884 €	-16%	6 572 041 €	9%
février	8 100 293 €	11 346 764 €	10 178 865 €	15 023 710 €	48%	13 563 804 €	-10%
mars	12 250 358 €	18 683 198 €	16 275 999 €	35 318 023 €	117%	20 526 159 €	-42%
avril	17 226 230 €	24 096 520 €	19 958 150 €	40 658 790 €	104%	25 078 698 €	-38%
mai	20 288 300 €	29 265 322 €	26 029 548 €	45 665 838 €	75%	31 094 355 €	-32%
juin	27 698 138 €	33 781 095 €	28 227 499 €	52 569 726 €	86%	36 074 881 €	-31%
juillet	41 052 835 €	39 507 654 €	38 091 688 €	59 696 672 €	57%	42 353 931 €	-29%
août	46 626 282 €	45 095 961 €	45 245 594 €	67 275 898 €	49%	50 488 416 €	-25%
septembre	52 737 207 €	53 963 209 €	50 435 912 €	91 609 529 €	82%	61 284 416 €	-33%
octobre	59 737 120 €	59 209 144 €	75 803 013 €	100 322 748 €	32%	66 660 206 €	-34%
novembre	66 801 286 €	62 678 218 €	81 182 619 €	104 657 199 €	29%	73 892 418 €	-29%
décembre	74 036 404 €	70 777 059 €	87 035 173 €	110 205 601 €	27%	88 857 803 €	-19%



## PROJET DE BUDGET PLURIANNUEL 2019-2022

Estimations	2018*	2019	Δ en %	2020	Δ en %	2021	Δ en %	2022	Δ en %
<b>Section 64.6 - Impôts, droits et taxes</b>									
Taxe sur la valeur ajoutée (anc. P.O.5)	3 723 925 728 €	3 888 505 000 €	4,42%	4 121 081 000 €	5,98%	4 393 340 000 €	6,61%	4 666 341 000 €	6,21%
Taxe d'abonnement	1 026 662 431 €	1 027 000 000 €	0,03%	1 087 388 000 €	5,88%	1 160 460 000 €	6,72%	1 238 791 000 €	6,75%
Droits d'enregistrement	358 990 073 €	351 006 000 €	-2,22%	384 569 000 €	9,56%	417 068 000 €	8,45%	452 519 000 €	8,50%
Droits d'hypothèques	62 990 339 €	61 754 000 €	-1,96%	66 966 000 €	8,44%	71 962 000 €	7,46%	77 362 000 €	7,50%
Taxe sur les assurances	57 334 067 €	55 850 000 €	-2,59%	58 000 000 €	3,85%	60 150 000 €	3,71%	62 450 000 €	3,82%
<b>Section 64.7 - Recettes domaniales</b>									
Loyers d'immeubles des entreprises (Recettes peuvent être comptabilisées jusqu'au 31 mars de l'année suivante)	**77 000 000 €	76 112 000 €	-1,15%	76 112 000 €	0,00%	76 112 000 €	0,00%	76 112 000 €	0,00%
<b>Section 94.1 - Autres recettes en capital</b>									
Droits de succession	88 857 803 €	85 000 000 €	-4,34%	85 000 000 €	0,00%	85 000 000 €	0,00%	85 000 000 €	0,00%
<b>Total:</b>	<b>5 395 760 441 €</b>	<b>5 545 227 000 €</b>	<b>2,77%</b>	<b>5 879 116 000 €</b>	<b>6,02%</b>	<b>6 264 092 000 €</b>	<b>6,55%</b>	<b>6 658 575 000 €</b>	<b>6,30%</b>

\* Recettes au 31.12.2018

\*\* Estimation du 05.03.2019